

Review Essay/Note bibliographique

Alain Denault, avec D. Abadie et W. Sacher, *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique*, Montréal, Éditions éco-société, 2008. 346pp.

Roger Moody, *Rocks and Hard Places. The Globalization of Mining*, Halifax, Nova Scotia, Fernwood (trois autres éditions dans les pays suivants: Malaisie, Inde, Afrique du sud, Grande-Bretagne et États-Unis-Zed Books), 2007. 213pp.

Le Canada est un pays industrialisé et une ancienne colonie. Il a le statut paradoxal d'être à la fois une place forte des entreprises minières inscrites en bourse (aux trois-quarts) et un réservoir de ressources minérales et pétrolières dans ses régions moins habitées (comme les colonies informelles et plus rarement "formelles" qui subsistent de par le monde). Par nécessité, qu'il s'agisse du Canada ou des autres continents, les régions concernées sont en effet habitées par des populations clairsemées ainsi que par des peuples autochtones qui ont/avaient survécu au "grand dérangement" du processus d'industrialisation. Le citoyen canadien moyennement informé sait que les entreprises minières au Canada entretiennent de grandes ambitions financières et que les gouvernements de toutes compétences tentent de "sauver la face" par de légères modifications fiscales (Desjardins, 2010), au grand dam des entreprises minières qui craignent de ne plus pouvoir faire suffisamment de profits et arguent de l'existence d'un "climat d'incertitude" (McMahon, 2010), de l'absence de revenus (sauf une part appréciable d'investissements gouvernementaux) pendant la période de préparation de l'exploitation du site, alors qu'il est démontré, au Québec comme ailleurs, que les minières ont un traitement fiscal avantageux. Les problèmes reliés aux opérations de prospection et d'extraction des entreprises minières se ressemblent ainsi, qu'il s'agisse du Canada, de pays pauvres ou de pays dit "émergents". Nous savons tous que le secteur minier est, par définition, la quintessence du capitalisme sauvage (création d'emplois, destructions environnementales généralement non réparées et abandon des lieux et des dégâts de toutes sortes) puisque la cessation de l'activité est nécessairement prévue sinon planifiée (densité du minerai ou de la ressource et profitabilité). De plus, les nouvelles technologies permettent à présent un accès

à moindre coût à des ressources minérales importantes. Détruire une montagne, la transformer en escaliers, détourner des rivières, creuser des mines à ciel ouvert... autant d'opérations facilitées. Cela dit, les nouvelles technologies ne semblent pas avoir été utilisées pour empêcher des désastres mortels de même qu'écologiques (aux États-Unis actuellement, avril 2010). Qu'en est-il des désastres dans des pays pauvres ou dits émergents? En entendons-nous seulement parler?

Les deux livres dont cette recension fait l'objet sont complémentaires et méritent tous deux la lecture. Ils sont le fait de chercheurs militants, sans affiliation institutionnelle (entendre: universitaire), de générations différentes, semblablement engagés dans des ONG militantes-critiques, munis d'expériences différentes (Moody a effectué de nombreux séjours de recherche, Denault et collègues utilisent davantage des sources universitaires). Publiés respectivement en 2007 et 2009, ils puisent également à de nombreux événements plus anciens mais à coup sûr le second est plus actualisé, de même qu'il est plus canado-qubécois. Il y a des redondances si on lit les deux ouvrages en rafale, mais c'est inévitable. De nombreux organismes de la société civile s'impliquent dans le dossier minier, ils sont mal médiatisés, et sans doute le choc majeur du lecteur des deux ouvrages (c'est mon cas) est-il de constater, preuves à l'appui, les heurs et malheurs, pour ne pas dire les dérives, des dites organisations non gouvernementales. Enfin la prospection minière étant en expansion (notamment du fait des investissements indiens mais surtout chinois) (Voir *Courrier International*, 2010), ce domaine de recherche en est un où les capitaux circulent à la vitesse d'un clic de souris. Tous les ouvrages sont forcément décalés. À l'avantage de Moody, il existe un index. À l'avantage de Denault, les références sont tant francophones qu'en langue anglaise. Éternel problème mais ici particulièrement important, compte tenu notamment des apports essentiels d'auteurs belges et français, ces deux pays étant d'ex-pays colonisateurs. Aucun des deux ouvrages n'est d'accès facile, non pas en raison d'une opacité théorique mais plutôt parce qu'ils s'adressent à un lectorat familier de la géographie, de la géopolitique, des relations internationales, de l'histoire des décolonisations et du fonctionnement des organisations internationales, qu'elles soient rattachées à l'ONU ou au système financier international. Enfin, tout conscientisé qu'il soit, le lecteur peut se sentir égaré dans cet amas de faits situés-datés; mais les deux ouvrages sont

impeccables en termes de références en fin de chapitres, pour qui veut vraiment apprendre, pour les étudiants et chercheurs qui souhaitent trouver des balises susceptibles d'encadrer leur recherche intellectuelle. J'ai trouvé Moody difficile au début à cause de la valse des acronymes (les institutions se bousculent même si elles sont toutes appelées en notes selon les normes scientifiques), et les deux ouvrages sont un peu répétitifs, isolément et en conjugaison. Ils sont tous deux bien écrits, avec une préférence pour Denault, qui manie élégamment la langue française avec un zeste de causticité qui me plaît bien. Moody s'intéresse à la terre entière alors que Denault se concentre sur l'Afrique.

L'ouvrage de Moody (membre de *Partizans, England*) s'intéresse donc aux activités minières sur tous les continents. Il se distribue en sept chapitres. L'idée directrice est que l'exploitation minière à grand déploiement (*large scale*), laquelle est la caractéristique du présent siècle, heurte de front des peuples isolés dont elle détruit l'environnement naturel, les modes de vie et de travail ainsi que la culture, en plus de s'accompagner de maladies (importées mais aussi relatives à la pollution) et de décès. Cela en Afrique, dans les Caraïbes, en Amérique du sud de même qu'en Australasie, en Asie et en Russie septentrionale. Les sept chapitres sont essentiellement descriptifs, et les questions soulevées se recoupent, mis à part le premier chapitre, *Through the Minefield*, qui constitue une large introduction plus analytique: montée de classes moyennes consommatrices de métaux et rocs en Chine et en Inde, exploitation de la main-d'oeuvre (incluant enfants), dangerosité de nombreuses substances (dont l'amiante), complicité entre despotes au pouvoir, institutions financières internationales et gouvernements dits de droit. Le chapitre deux fait l'histoire des politiques des institutions financières internationales. Au long de ce parcours qui n'est pas dénué de propositions analytiques, nous retrouvons les tentatives de séduction ou de corruption des minières auprès des gouvernements, des ONG ainsi que des chercheurs universitaires et de leurs institutions d'appartenance. Les dollars coulent en effet à flot, en raison du laxisme des gouvernements occidentaux pourtant toujours prêts à invoquer les droits de l'homme et de toutes les chaînes de corruption internationales (dictatures, fausses ONG, entremetteurs de toutes sortes...), ce qui ressort bien du chapitre intitulé judicieusement *Cursed by Resources*. Somme toute, pour les populations pauvres ou les peuples autochtones qui ont vécu selon leurs tradi-

tions, la découverte de ressources naturelles marque le début des malheurs, thème que reprend aussi le chapitre six (*Sacrifice Areas*). Le chapitre quatre (*Blood, Toil and Tears*) étudie les conditions de travail des travailleurs formels et des milliers d'humains de tous âges qui risquent leurs vie et leur santé à fouiller des mines qui ne sont pas encore ou ne sont plus en exploitation. Le chapitre cinq ("*The Destruction of Construction*") concerne les carrières à ciel ouvert, où l'on trouve des roches qui servent à garnir depuis longtemps nos maisons et maintenant celles des classes moyennes des pays émergents ou encore à fabriquer des composites (*Ciment Lafarge*, qui opère près de Montréal, est ici épinglé). Le chapitre sept (*Winning Hearts and Minds*) de même que la conclusion (*No means No*) expose les liens troublants entre tous les intervenants, de la minière à l'ONG, et fait bien ressortir le caractère légitimatoire des discours des gouvernements concernés. Et dans la majorité des cas, les gouvernements interpellés se situent dans un incertain chemin vers la démocratie (ce qui est aussi le cas des gouvernements des pays qui se proclament exemplaires en matière de démocratie). Dans ce livre, le Canada revient comme une sorte de fantôme omniprésent. Les minières sont partout, incluant celles qui se retrouvent régulièrement dans les manchettes de nos journaux (*Inco, Rio Tinto*). Le Canada (par minières interposées et peu régulées) joue un rôle central.

L'ouvrage de Denault fait présentement l'objet d'une poursuite dite SLAP (*Strategic Lawsuit versus Public Participation*) initiée par Barrick Gold et un futur ouvrage en voie d'édition a été si menacé par les entreprises minières que la maison d'édition a reculé (Le Devoir, 2010). Cet ouvrage intéressera davantage les Canadiens et les Québécois intéressés par l'Afrique. La page-couverture affiche Stephen Harper (manifestement en Afrique), actuel premier ministre du Canada, et cela n'est pas anodin, car cet ouvrage est politiquement plus analytique: dénonciation du post-colonialisme et des politiques monétaristes des institutions internationales de même que des politiques canadiennes et québécoises relatives à l'Afrique. Ici, le Canada n'est plus un fantôme interventionniste, il est carrément mis en cause. La ligne directrice de ce livre tient en deux exposés. a) D'une part, le Canada est la base-ferme des entreprises minières et pétrolières du monde entier, la bourse de Toronto ayant hérité de la bourse de Vancouver, et le Canada ayant réussi à se faire une image de pays bienveillant auréolé de son passé de pays non-colonisateur. b)

D'autre part et en corollaire, le Canada est un champion de l'aïdo-cratie (aide intéressée ou aide liée), des discours vertueux médiatiques mais qui ne se répercutent pas dans la réalité. Accessoirement (ou est-ce si accessoire?), cet ouvrage (force références) fait une démonstration imparable d'une part de la qualité dorée (et de leurs vertus africaines) des retraites de quelques-uns de nos ex-premiers ministres (Chrétien, Martin, Clark...ils y passent tous, en compagnie d'ex-président états-uniens), et des avantages fiscaux dont ont profité en Afrique francophone quelques-uns des fleurons industriels du Québec (SNC Lavallin ou Hydro-Québec International), naturellement épaulés par gouvernements et premiers ministres québécois recyclés dans des cabinets juridiques, de même que par nos grandes figures du monde des affaires, des plus connues (Paul Desmarais) aux moins connues.

L'ouvrage est construit selon six chapitres, eux-mêmes divisés. Cette articulation est davantage analytique, mais n'empêche pas le lecteur de se perdre en cours de route. Le premier thème concerne la question des "Homicides et génocides involontaires" (Congo-Kinshasa et Mali). Le deuxième concerne les "contrats léonins" attribués à l'actuel Zaïre. Ces deux chapitres mettent en relief la complicité des gouvernements canadien et ex-coloniaux dans les politiques africaines ainsi que dans l'aide accordée à des despotes qui profitent des ressources de leurs pays pour s'enrichir (en les vendant pour moins que rien) de même qu'ils suscitent des guerres aux allures tribales. Les sections de ce deuxième chapitre sont organisées selon les entreprises minières (naturellement canadiennes) concernées. Le troisième chapitre s'intitule "Un Canada sur tous les tableaux dans les Grands lacs africains". Encore ici nous avons droit à des monographies d'entreprises minières canadiennes dont les opérations apparaissent douteuses. Le quatrième chapitre est intitulé "Le Canada comme paradis judiciaire des sociétés minières et pétrolières". Ici l'accablément du lecteur minimalement conscientisé est total. Voilà que nous apprenons que la bourse de Vancouver, jusqu'au tournant du dernier siècle, couvrait des opérations mafieuses, et que la bourse de Toronto est devenue maître-d'oeuvre après quelques scandales financiers. À l'aide d'abris fiscaux canadiens et provinciaux, Toronto est devenue la capitale financière des sociétés minières de par le monde. Ce chapitre également attribue leur part de responsabilité à des entreprises X et fait la part belle aux paradis fis-

caux connus (Îles Cayman etc.) auxquels d'anciens premiers ministres du Canada sont abonnés, qui ont fait en sorte que l'Afrique subsaharienne est elle aussi devenue "un énorme paradis fiscal". Le chapitre cinq s'intitule "ACDI: cache-sexe pour éléphants blancs", et on y apprend que l'aide internationale du Canada est devenue de plus en plus "liée" (nous vous aidons et vous achetez ce que nous vendons), de même que favorisant de plus en plus les entreprises privées au détriment des aides aux services publics (éducation, santé), et cela en conformité avec les politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Le chapitre six, "L'ami de l'Afrique", propose une analyse séquencée des politiques canadiennes à l'égard de l'Afrique, qui passent par l'aval au protectionnisme des grandes puissances (agriculture), par la mise en laboratoire expérimental de populations africaines pour des fins de recherches pharmacologiques et autres horreurs. Une section, assez convaincante, de ce chapitre, est consacrée à la francophonie internationale, au sein de laquelle le Québec a joué un rôle important, et qu'il a aussi utilisée pour des objectifs de légitimité. Au final, l'auteur se demande pourquoi nous sommes si peu informés (la faute aux médias, aux voyages payés par l'ACDI, à la dépendance financière des ONG (il y a maintenant des ONG financées pour consacrer des entreprises écologiquement responsables), à "l'ONGisation" du développement international, au fait que personne n'a réfléchi à l'absurdité de la valeur or, valeur-refuge pour spéculateurs dont l'exploitation entraîne des conséquences désastreuses, aux lobbies minier et pétrolier...

Ces deux ouvrages étaient tellement denses en fait qu'il était difficile de les résumer et que cette recension est forcément déficiente. J'ajoute qu'il serait pertinent que les chercheurs spécialisés sur les entreprises minières et pétrolières s'intéressent aussi aux syndicats. Au Canada, l'ACDI subventionne leurs activités d'aide (en Afrique, dans les Caraïbes et en Amérique du Sud). Tous les grands pays développés, de même que l'Europe communautaire, subventionnent les syndicats pour qu'ils aident leurs équivalents des pays sous-développés. Qu'en est-il de ce côté?

Bibliography

Collectif d'auteurs. 2010. "Imperial Canada Inc - La censure d'un ouvrage jamais paru.", *Le Devoir*, 25 mars: Actualités en société, A9.

Courrier International. 2010. No. 1014, 8 au 14 avril.

Desjardins, François. 2010. "Le régime de redevances minières est vicié, selon l'IRIS", *Le Devoir*, 28 avril: A8.

McMahon, Fred et J.F. Minardi. 2010. "Sombre avenir pour l'industrie minière au Québec", *Le Devoir*, 23 avril: A8.

Mona-Josée Gagnon
Département de sociologie
Université de Montréal
